



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**SITUATION DE LA MICROFINANCE
DANS L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2025**



La présente fiche fait le point de la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) au terme du quatrième trimestre de l'année 2025. Les informations sur les institutions de microfinance (IMF) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs déterminés à partir de données estimées¹.

A fin décembre 2025, le nombre d'IMF dans l'UMOA s'établit à 524, contre 527 au trimestre précédent. Les IMF de l'Union desservent 20.378.232 de clients, à travers un réseau de 4.838 points de services répartis dans les huit Etats membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 19.121.754 pour 4.761 points de services, soit une augmentation de 6,6% et de 1,6% en glissement annuelle.

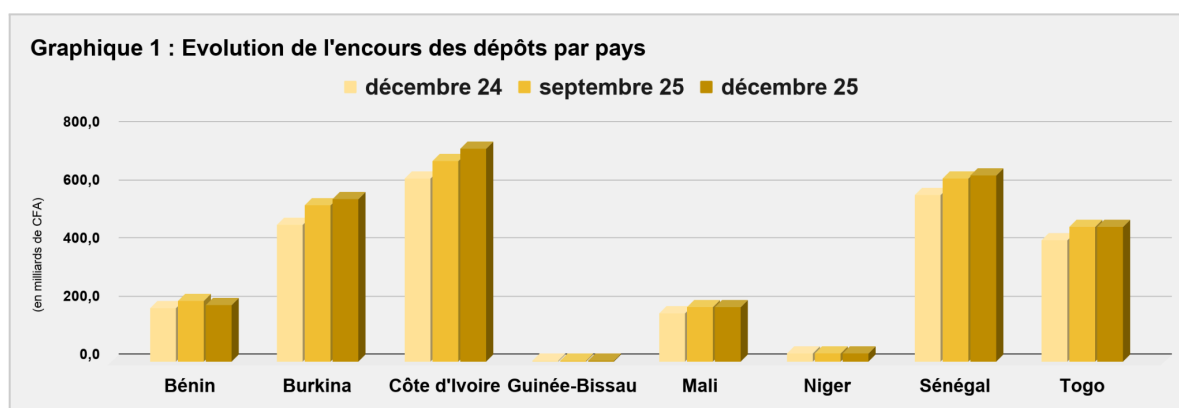
A l'examen des indicateurs d'intermédiation financière, la dynamique de croissance des activités des IMF, en matière d'ouverture de comptes, de collecte de dépôts et d'octroi de crédits à la clientèle, s'est poursuivie au cours du trimestre sous revue.

L'encours des dépôts collectés par les IMF s'est accru de 58,4 milliards FCFA (soit +2,1%) par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 2.793,1 milliards FCFA. En glissement annuel, il est noté une augmentation de 13,6%. La hausse trimestrielle des dépôts est observée en Côte d'Ivoire (+41,7 milliards FCFA, +6,1%), au Burkina (+23,3 milliards FCFA, +4,3%), au Sénégal (+10,8 milliards FCFA, +1,7%) et au Togo (+209,3 millions FCFA, +0,05%). Toutefois, une baisse est notée au Bénin (-15,9 milliards FCFA, -7,7%), au Mali (-1,4 milliard FCFA, -0,7%), au Niger (-348,7 millions FCFA, -1,3%) et en Guinée-Bissau (-2,1 millions FCFA, -8,4%).

L'épargne mobilisée par les IMF a été constituée à hauteur de 47,3% par les hommes, 24,2% par les femmes et 28,5% par les groupements². S'agissant de leur structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants, avec une part de 55,5%, tandis que les dépôts à terme et les autres dépôts³ représentent respectivement 22,7% et 21,8%.

Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 137.062 FCFA à fin décembre 2025, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,2%), reflétant une augmentation plus rapide des dépôts (+2,1%) par rapport au nombre des clients (+0,9%). En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des dépôts a également progressé de 6,6%.

A fin décembre 2025, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA représente 5,1% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, après 5,4% au trimestre précédent.



Source : BCEAO

L'encours des crédits octroyés par les IMF de l'Union a augmenté de 152,0 milliards FCFA (+5,5%) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.937,2 milliards FCFA. En

¹ Les estimations ont été effectuées à partir des données à fin décembre 2025, collectées auprès d'un échantillon de 190 IMF, réalisant plus de 90% des opérations de dépôts et de crédits de la finance décentralisée de l'UMOA. L'échantillon est composé des institutions ayant atteint des encours de dépôts ou de crédits de plus de 300 millions F CFA.

² Un groupement est un groupe constitué en moyenne de dix (10) membres ou clients, solidairement responsables. Les groupements sont comptés sur une base unitaire dans le cadre de l'estimation du nombre de bénéficiaires des services de microfinance.

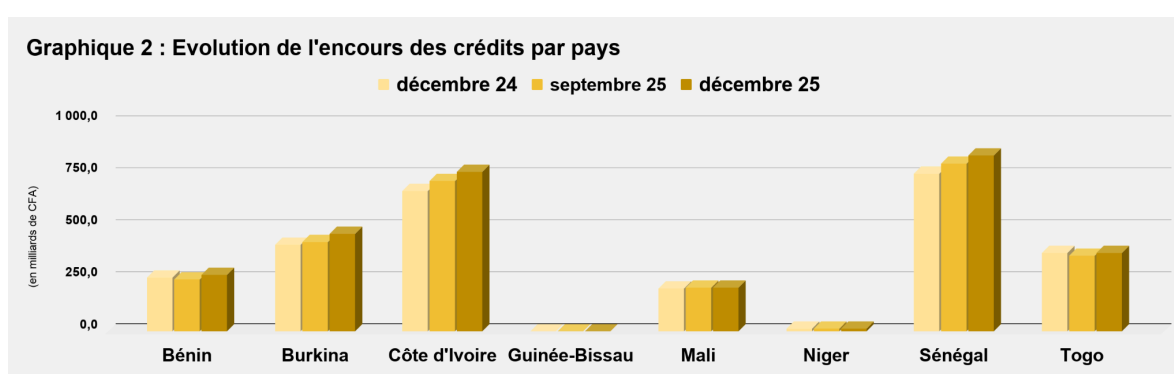
³ Les autres dépôts se rapportent aux comptes d'épargne à régime spécial, les dépôts de garantie, etc.

glissement annuel, il a enregistré une progression de 9,0%.

La hausse trimestrielle de l'encours des crédits a été observée dans la quasi-totalité des pays de l'Union, notamment au Burkina (+41,2 milliards FCFA, +9,6%), en Côte d'Ivoire (+40,9 milliards FCFA, +5,7%), au Sénégal (+38,0 milliards FCFA, +4,7%), au Bénin (+21,9 milliards FCFA, +8,9%), au Togo (+11,1 milliards FCFA, +3,1%), au Mali (+224,4 millions FCFA, +0,1%) et en Guinée-Bissau (+25,0 millions FCFA, +181,3%). En revanche, une baisse est notée au Niger (-1,4 milliard FCFA, -10,8%).

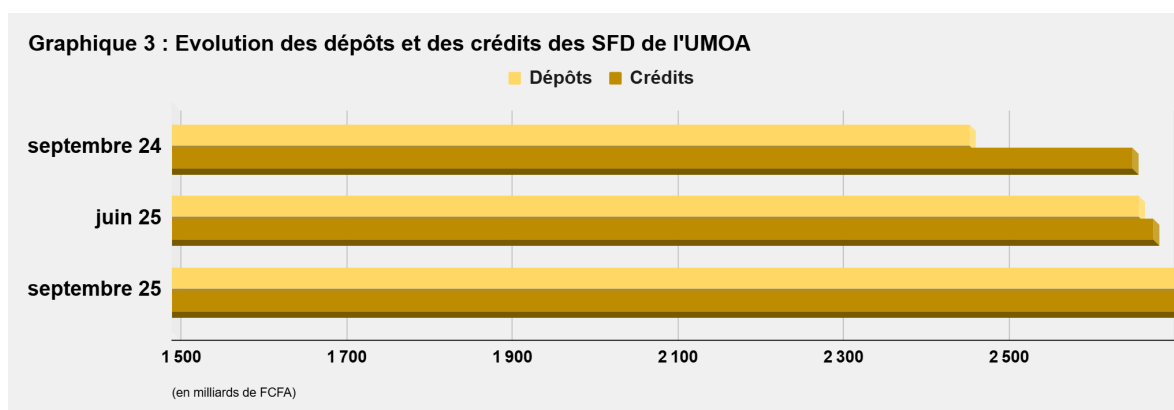
Les crédits accordés par les IMF sont constitués à 45,8% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes représentent respectivement 35,6% et 18,6% du total de l'encours des crédits à fin décembre 2025. La clientèle masculine des IMF a bénéficié de 48,1% des crédits, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement reçu 31,5% et 20,4% des concours accordés.

Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 144.135 FCFA à fin décembre 2025, en hausse par rapport au trimestre précédent (+4,5%), en lien avec l'augmentation des crédits (+5,5%) plus rapide que celles du nombre des clients (+0,9%). En glissement annuel, une hausse de 2,3% est également enregistrée sur cet indicateur.



Source : BCEAO

L'encours des crédits octroyés par le secteur de la microfinance au 31 décembre 2025 représente 7,6% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,5% au trimestre précédent.



Source : BCEAO

La qualité du portefeuille de crédits des IMF s'est améliorée au dernier trimestre 2025, notamment en raison de la baisse des créances en souffrance (-68,2 milliards FCFA, -23,7%). Le montant des créances en souffrance est ainsi passé de 287,2 milliards FCFA en septembre 2025 à 219,0 milliards FCFA en décembre 2025. Le taux brut de dégradation du portefeuille des IMF ressort ainsi à 7,5% à fin décembre 2025, après 10,3% au trimestre précédent. Ce taux était estimé à 8,9%, un an plus tôt.

A fin décembre 2025, 8 IMF sont sous administration provisoire, contre 10 au trimestre précédent. Ces structures sont réparties comme suit : 2 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 2 au Niger et 1 au Togo. Un an plus tôt, le nombre de structures sous administration provisoire s'établissait à 9.

Au total, la dynamique positive de l'évolution des indicateurs d'activités des IMF s'est poursuivie au quatrième trimestre de l'année 2025. Toutefois, la gestion du risque de crédit demeure l'un des principaux défis pour consolider les acquis du secteur.
